



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

17/09/2026

Défendre la Palestine en parlant à Macron : la quadrature du cercle

Nous avons déjà eu l'occasion de parler du collectif « pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens » (Ça ne s'invente pas), regroupant presque toute la gauche officielle, du NPA version Besancenot et Poutou à EELV, d'autres organisations de la même mouvance (CGT, FSU, Solidaires, l'UNEF et l'Union Étudiante) et d'authentiques organisations de solidarité avec la Palestine (AFPS, UJFP, etc.). Malgré tout le respect que nous portons aux militants de la solidarité avec la Palestine dont les organisations en sont membres, nous avons, à plusieurs reprises, dénoncé ce collectif dont le nom même met sur le même plan colons et colonisés, et défend les deux standards de l'idéologie dominante, la pseudo solution à deux États et le sacro-saint droit international.

Le collectif en question vient d'écrire une lettre solennelle à Macron, une pratique assez répandue à gauche et dans les directions syndicales. Elle est l'occasion de révéler encore plus la vanité de ce collectif et son refus de prendre en compte le réel.

Pourquoi écrire à Macron ? Ou'est-ce que cet acte révèle ?

C'est effectivement la première question à se poser. Macron, on se doute, se moque comme de sa première chemise de ce que lui écrit le collectif, mais il doit garder précieusement le courrier, car c'est une preuve évidente d'intégration au système et de compromission. Les positions de Macron sont connues. Il est le fondé de pouvoir de multinationales, actrices de la colonisation de la Palestine, comme Carrefour ou BNP-Paribas. Il a accentué le virage de la diplomatie française initié par Sarkozy, rompant complètement avec les positions de De Gaulle, Pompidou et Chirac concernant le Moyen Orient en général et la question palestinienne en particulier. C'est un acteur politique important de l'impérialisme occidental dont l'État colonial sioniste est le prolongement organique, et, au même titre que ses autres dirigeants, il élève au rang de priorité la défense de l'entité coloniale, dont l'existence est vitale pour tous ces impérialistes. Il est opposé à la libération nationale de la Palestine. C'est un ennemi de classe, du prolétariat en France et ailleurs, du peuple palestinien en particulier.

Le principe même de la révélation de cette lettre, sans même en étudier le contenu, c'est le refus de considérer Macron comme un ennemi. On sait que la CGT, au nom de la lutte contre « l'extrême-droite », ayant remplacé le Capital comme ennemi, épargne et caresse sans cesse Macron, car il fait partie du monde de la « démocratie » et de la « République » entre autres billevesées. Manifestement, le collectif juste et durable est sur le même chemin. Cela révèle aussi, et c'est lié, un respect obséquieux des institutions, du « président de la République », une absence totale de remise en cause de la démocratie bourgeoise. Et ce respect nauséabond, nous indique la totale intégration au système des partis de gauche et des syndicats. Au lieu d'entamer le peu de crédibilité restant à la V^{ème} République pourrissante et à celui qui l'incarne, le collectif contribue, au contraire, à essayer de les légitimer de nouveau.

Cette analyse devrait suffire à caractériser la démarche. Mais, le contenu de la lettre révèle des choses encore pires, alors, regardons-le.

La soi-disant « reconnaissance de l'État de Palestine »

Nos amis du collectif ont l'air tout surpris que la manœuvre politicienne de Macron et sa volonté d'effacer la perspective d'une Palestine libre n'aient pas eu de conséquences positives quant au sort des Palestiniens : *« Si la reconnaissance de la Palestine par la France a été saluée comme un geste fort et a eu le mérite d'entraîner plusieurs États dans cette même démarche, force est de constater qu'elle apparaît aujourd'hui comme particulièrement vaine en l'absence de toute protection du peuple palestinien et de toute sanction pour contraindre Israël à se conformer au droit international. »*. C'est ahurissant d'écrire cela à Macron. Car les résultats, ensuite dénoncés justement par le collectif, comme le cessez-le-feu inexistant à Gaza, sont exactement ceux souhaités par Macron. La manœuvre portée avec les Saoudiens en septembre 2025 avait pour but d'effacer la résolution de l'assemblée générale de l'ONU de septembre 2024, elle demandait des comptes à l'entité coloniale sioniste et exigeait son retrait de Gaza et de défendre la pire conception possible d'un « État » palestinien : un bantoustan désarmé où les impérialistes occidentaux pourraient décider de quelle organisation peut recevoir des subventions et de ce qui figure dans les manuels scolaires. De cela, le collectif ne dit pas un mot, préférant parler de geste fort. Un déni total du réel.

S'accrocher à ces chimères n'a aucune utilité pour les Palestiniens, la « reconnaissance » n'a rien changé à leur sort, au contraire. C'est à la fois une position obligée pour certains États impérialistes occidentaux, dont les peuples font preuve de solidarité avec la Palestine et, pour d'autres comme Macron, un moyen de fermer la porte à la libération nationale de la Palestine. Et voilà nos « justes et durables » le félicitant implicitement ! Pourtant, il est impossible qu'ils ne sachent pas que Macron est un ennemi du peuple palestinien.

La fable du droit international

Si la longue liste des méfaits des sionistes suivant cette phrase faussement naïve est parfaitement juste, elle se termine par cette autre phrase tellement révélatrice des positions du collectif hors du réel : *« Nous ne sommes pas devant des violations ponctuelles du droit international, nous sommes devant une politique délibérée, menée par Israël depuis des décennies, qui vise à effacer le peuple palestinien, à lui rendre la vie impossible et à s'emparer de son territoire. »*. Et, Macron ne le sait pas ? La suite est à l'avenant : *« Cette politique n'a pu se développer que par l'impunité totale que la plupart des pays occidentaux, dont la France, accordent à l'État d'Israël. Cette politique du « deux poids deux mesures », de plus en plus flagrante, mine la crédibilité de la France et de l'Union européenne aux yeux du monde entier. »*. Le collectif juste et durable vient de découvrir l'eau chaude. Mais, cette impunité, pourquoi ne pas se demander ce qui l'explique ? L'entité coloniale sioniste, pourquoi ne pas le dire, est une création des impérialistes occidentaux, servant leurs intérêts ?

Le paragraphe se termine par l'inévitable mention du « droit international » : *« Elle met profondément en cause le droit international conçu au lendemain des horreurs de la seconde guerre mondiale. »*. Disons-le encore une fois, le droit, international ou pas, est fonction du rapport de force. Le droit international est le droit des impérialistes dominants US, décidant ceux pouvant déroger aux règles et qui doit absolument les respecter. Ce n'est absolument pas une garantie ni une protection pour les peuples, c'est un ramassis de chiffons de papier. Cette volonté acharnée de parler, contre toute réalité, d'un droit mythique qui serait juste, est encore une preuve de l'alignement du collectif sur la démocratie bourgeoise, des efforts continus faits par ces organisations politiques et syndicales pour défendre le système capitaliste, sans le dire bien sûr, mais c'est tellement une vérité d'évidence.

Au nom de ce « droit international » le collectif qualifie l'agression impérialiste contre l'Iran seulement de *« attaque unilatérale des USA et d'Israël »*. Et, c'est pour dire que cette agression a mené à un *« chaos mondial »* en repérant uniquement la poursuite des attaques et des massacres sionistes sans relever ceci, désormais, les capacités militaires de l'impérialisme US au Moyen Orient sont considérablement atteintes avec les attaques iraniennes contre les bases impérialistes.

La « France » éternelle

Toujours dans la veine du soi-disant droit international, on retrouve les devoirs de la France : *« La France, membre du Conseil de sécurité, a une responsabilité particulière. Elle doit s'exprimer haut et fort, notamment à l'occasion de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, et elle doit passer de la parole aux actes. »*. La « France » est un concept vide de sens et, là encore, mythique. En réalité l'État français (concept ayant beaucoup plus les pieds sur Terre que la « France ») est un État impérialiste n'ayant qu'un objet : servir les multinationales, rendant impossible l'intervention de ses représentants dans le sens demandé par « juste et durable ». Car nos « amis » détaillent en trois points la signification de : « s'exprimer haut et fort ».

D'abord, il s'agit de : *« rappeler l'engagement de la France pour le droit international et le respect des résolutions de l'ONU »*, c'est-à-dire donner un coup de vent dans un tuyau sonore, et rien d'autre. Macron et sa bande ne se livreront pas à un tel rappel, mais, s'ils le faisaient, ce ne serait que des parlottes. Rappelons, le texte juste et durable n'en parle pas, la dernière publication du ministre Barrot était une injonction pour que le Hamas

(lire toute la Résistance) soit désarmé ; c'est-à-dire enlever aux Palestiniens de Gaza la seule chose empêchant l'armée d'occupation sioniste de s'emparer de la Bande.

Ensuite, nous avons : « *condamner sans ambiguïté le génocide qui se poursuit à Gaza* ». On peut toujours rêver. Tous les instruments, tant idéologiques que répressifs de l'État capitaliste macroniste font tout pour interdire le mot génocide et censurer ou poursuivre en justice celles et ceux qui le combattent, une telle demande n'a aucun rapport avec le monde réel.

Enfin, cela signifie : « *exiger la fin de l'occupation par Israël du territoire palestinien, conformément à la résolution de septembre 2024 de l'Assemblée Générale de l'ONU qui a statué sur la mise en œuvre de l'avis consultatif de la Cour Internationale du Justice de juillet 2024.* ». Or, la chose est impossible, car, comme nous l'expliquions plus haut, la résolution franco-saoudienne de septembre 2025, saluée par le collectif, dont il est question, avait justement pour but d'effacer celle ? évoquée dans l'extrait. En outre, quand on se préoccupe de désarmer la Résistance palestinienne, ce n'est certainement pas dans le but d'exiger la fin de l'occupation, mais au contraire, de permettre l'invasion complète de la Bande de Gaza par l'armée coloniale génocidaire.

Toute la série d'exigences justes qui suit se heurte à la ligne politique de Macron. En le câlinant l'on obtiendra pas la suspension (et non l'interdiction) des livraisons d'arme à l'État colonial sioniste, ni même en utilisant l'argument d'une tribune dans le très macroniste *Le Monde* signée par une centaine d'anciens ambassadeurs de France et du Royaume Uni, pour convaincre ayant rayé d'un trait de plume le corps diplomatique. C'est en le dénonçant et le combattant pied à pied, tant au sujet de la Palestine que de sa politique économique. Ce n'est assurément pas le choix fait par le collectif, étant donné la teneur de sa lettre.

La position vis-à-vis de l'entité coloniale sioniste

A un moment, les rédacteurs du texte semblent faire preuve de lucidité : « *Il faut agir énergiquement pour faire comprendre aux forces politiques et à l'opinion israélienne qu'Israël devra rendre des comptes pour les crimes qu'il commet. Dans le contexte actuel d'impunité, une écrasante majorité de la classe politique israélienne se retrouve dans le déni des droits du peuple palestinien.* ». Le déni des droits et même de l'existence du peuple palestinien ne se limite pas aux politiciens, mais est le lot de l'écrasante majorité des colons, d'origine européenne ou nord-africaine.

La conclusion logique serait d'appeler au démantèlement de l'État colonial sioniste ou, tout du moins, de s'interroger sur sa légitimité. Mais, bien entendu, comme il faut respecter la légalité bourgeoise nationale et internationale, ne pas dénoncer l'impérialisme français, nous n'avons rien de tout cela. Le texte ne demande même pas la rupture des relations diplomatiques avec l'entité coloniale sioniste. Pour nos « juste et durable », la Palestine, ce n'est pas le territoire colonisé par les Britanniques à partir de 1919, ce sont les trois petits bouts de Palestine, la Cisjordanie, Jérusalem Est et la Bande de Gaza ; ce qu'il est convenu d'appeler les territoires occupés de 1967. C'est le respect des résolutions de l'ONU, s'accrocher aux « deux États », comme si l'expérience d'Oslo n'avait pas montré que c'était la paix coloniale, alors que le réel a fait litière de cette chimère étant défendue seulement par la gauche occidentale n'ayant trouvé ce moyen de défendre l'existence de l'État colonial. C'est donc clair et logique : le collectif « juste et durable » n'est pas pour la fin de la colonisation, au passage, il ne parle jamais de la nature de cette colonisation ; car la seule manière de la voir cesser c'est que l'entité coloniale sioniste disparaisse en tant qu'État colonial et, donc, soit démantelée. Les « deux États », ce n'est pas la libération nationale de la Palestine, c'est le droit, pour les sionistes, de continuer à coloniser les trois quarts de la Palestine.

À propos de la répression d'État

Le texte, c'est peut-être à ce sujet, exprime le mieux la défense de l'État capitaliste français, car, à aucun moment, il ne dit que la répression contre les partisans de la libération nationale de la Palestine a été décidée au plus haut sommet de l'État et est totalement organisée par lui. C'est une marque essentielle de la politique de Macron. Et, pourtant, les signataires, a-t-on l'impression, veulent le mettre au courant de quelque chose qu'il ignore ou dont il n'a pas mesuré la portée : « *Nous attirons tout particulièrement votre attention sur les abus de l'utilisation des outils de lutte contre le terrorisme, et notamment l'incrimination d'apologie du terrorisme, pour faire taire toute expression critique ou contextualisée sur les événements du 7 octobre 2023 et plus généralement pour condamner les voix qui soutiennent le peuple palestinien.* ». Non seulement il le sait, mais lui, en octobre 2023, avait demandé au garde des sceaux de l'époque, Dupond-Moretti de pondre sa circulaire infâme sur l'apologie du terrorisme afin d'en faire l'instrument principal des forces de répression, police et, surtout, justice.

Comme il faut bien un responsable à cette vague de répression, de la même manière que LFI parlait de « ministre sous pression du CRIF », on incrimine les seules organisations sionistes de France : « *La lutte contre toutes les formes de racisme, dont l'antisémitisme, est évidemment essentielle, mais il est intolérable qu'elle puisse être instrumentalisée par le réseau d'influence d'Israël pour tenter de faire taire les voix qui soutiennent les droits du peuple palestinien.* », ou encore : « *L'ensemble de ces pratiques, souvent promues de manière agressive par des*

organisations qui soutiennent inconditionnellement l'État d'Israël, sont une honte pour notre pays. ». Les organisations sionistes ou philo-sionistes jouent évidemment leur rôle, mais elles ne dirigent pas la police ni les tribunaux. Elles sont utilisées comme atout, comme subordonnée, dans la répression, mais c'est bien l'État qui l'a décidée et l'organise, ceci rend complètement idiote la répartie finale du texte sur ce sujet : « Nous vous demandons d'y mettre enfin un terme et de le faire savoir. ».

En conclusion

Tout le texte, de A à Z, est parcouru par ce déni de la nature impérialiste et du rôle de l'État capitaliste français et spécialement du président de la République. On aurait tendance à se demander quelle dose de naïveté il faut pour informer quelqu'un de choses qu'il sait déjà, puisque lui-même les a ordonnées ou pour lui demander de mettre fin à ce qui constitue un pilier de sa politique. Cela fait penser à une scène du film « *Section spéciale* » de Costa Gavras mettant en scène les débuts de la répression systématique contre les communistes en bafouant la règle essentielle du droit bourgeois français, l'absence de rétroactivité. Il n'est pas possible dit un avocat, le maréchal Pétain soit au courant et le magistrat du siège lui répond que ce serait difficile qu'il ignore un texte qu'il a lui-même signé.

Pourtant, la naïveté a bon dos. La volonté de rester dans le cadre de la démocratie bourgeoise est la véritable raison. Il s'agit, selon toute probabilité, d'une manœuvre politicienne destinée au « bon peuple » afin de lui dire : « *Vous voyez, nous faisons quelque chose, nous écrivons à notre bien-aimé président et nous ne lui disons pas que des choses tendres.* ». », pour mieux cacher l'inaction quasi-totale des forces politiques de gauche et syndicales (nous ne parlons, bien sûr, ni de l'AFPS, ni de l'UJFP, ni des autres organisations) quant à la construction d'un mouvement de masse de résistance et de solidarité avec la Palestine libre en France. Nous le disons fréquemment, cette inaction s'explique par l'absence d'appréhension de la situation coloniale en Palestine et le poids historique de l'idéologie coloniale dans l'impérialisme français, et, corrélativement, par la négation du caractère impérialiste de notre État. Cette manœuvre est donc explicable, mais elle est vaine. Le « bon peuple » se fout de Macron et des gens lui écrivant. Cette lettre ne trompera personnes, surtout pas celles et ceux qui, comme nous, l'ont lue.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, le combat de la Résistance palestinienne, qui affronte directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital pour les prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation.